

Comment Fukushima a fait bouger les lignes

Les politiques français et le nucléaire

par Richard Robert

L'hypothèse d'une sortie progressive du nucléaire a-t-elle progressé au sein des grands partis de gouvernement ? Si l'on n'a pas observé, en France, de mouvements tectoniques comparables à ceux qui ont agité l'Allemagne, l'accident de Fukushima a contribué à faire bouger les lignes. Où, et comment ?

La prudence de la droite

À l'UMP et au Centre, les premières réactions à l'accident survenu au Japon ont pris la forme d'un appel à la prudence, doublé d'un avertissement à ceux qui « profitent d'une telle émotion pour essayer de pousser leurs pions politiques », comme le précisait mardi 15 mars Christian Jacob. Le président du groupe UMP à l'Assemblée visait à la fois les Verts, qui venaient d'appeler à la tenue d'un référendum, et l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, qui avait accusé le gouvernement d'être « dans le déni ».

Les présidents de l'Assemblée, Bernard Accoyer, et du Sénat, Gérard Larcher, annonçaient le même jour une saisine de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur « la sécurité nucléaire, la place de la filière et son avenir ». Sur le fond, l'enjeu est de renvoyer aux instances de dialogue traditionnelles et au jeu parlementaire un débat jugé trop technique pour être laissé dans le champ des polémiques politiciennes. Mais le monde écologiste a depuis longtemps dénoncé la tendance de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques à déléguer son travail à quelques experts, et en fin de compte à éviter le débat.

L'impression générale était d'ailleurs que la droite parlementaire refusait le débat. Répondant le 15 mars aux questions du journal *Libération*, le ministre de l'Industrie Éric Besson précisait la position officielle : « Sur le fond, à ceux qui demandent si la France ne doit pas se passer du nucléaire civil, je réponds non. Le nucléaire est un élément clé de notre indépendance énergétique, puisqu'il assure 80% de notre consommation d'électricité. C'est une industrie qui n'émet pas de gaz à effet de serre, et créatrice d'emplois qualifiés. Enfin, c'est grâce au nucléaire que nous avons une électricité 40% moins chère que la moyenne des autres pays européens. »

Arguments classiques, ceux-là mêmes qui fondèrent pendant quarante ans le consensus sur le nucléaire. Tout aussi classique, l'écart entre cette position et celle d'un député comme Noël Mamère, l'un des quatre élus écologistes au Parlement, qui dénonce de la part du gouvernement et du président de la République un « entêtement irresponsable et suicidaire ». Apparemment plus soucieux de soutenir sa thématique que de construire des alliances politiques, le même Noël Mamère précise : « Le Parlement, c'est une droite et une gauche toujours d'accord sur le nucléaire ». Peut-on le suivre ?

Les ambiguïtés du PS

De fait, les responsables socialistes ont dans l'ensemble appelé à ne pas s'emballer. « Faisons très attention dans cette période à ne pas exploiter l'émotion d'un accident particulièrement grave à des fins de référendum et des fins électorales », déclarait ainsi le 15 mars le porte-parole du groupe PS, Bruno Le Roux.

Principale différence avec la droite gouvernementale, le PS a demandé par la voix de sa première secrétaire Martine Aubry, le lundi 14 mars, un « audit » du parc nucléaire français, afin de répondre au souci de sécurité perceptible dans l'opinion publique. « Nous demanderons un rapport public sur l'état de nos centrales, précisait le 15 mars Bruno Le Roux, avant d'ajouter : « Il faudra un débat après cette période d'urgence. Nous exigeons que le nucléaire reste monopole public. »

Une semaine plus tard, intervenant dans le *Grand Journal* de Canal+ (21 mars 2011), Martine Aubry allait plus loin : « Dans un deuxième temps, il faut rentrer dans le schéma de baisser la part du nucléaire, et aller vers une sortie (...) en 20 ou 30 ans, tout en accroissant la part des énergies renouvelables », avant de conclure : « Nous devons donc rentrer dans une transition énergétique ».

Une sortie en 20 ou 30 ans ? Comme le note Alain Grandjean dans notre dossier, il y a entre ces deux dates une différence essentielle : vu l'âge des centrales françaises, une sortie en 20 ans implique de ne pas en construire de nouvelles (avec les conséquences que cela implique en termes de coût de l'électricité et de nécessité probable d'en importer), mais un délai de 30 ans, sans doute plus raisonnable, implique de construire de nouvelles centrales, et ces 30 ans deviendraient donc plutôt cinquante ans, le temps pour ces nouvelles centrales d'être amorties.

Cette ambiguïté traduit la position délicate du PS sur une question qui fait débat dans ses propres rangs, ce qui a parfois amené ses responsables à afficher des positions contradictoires (ainsi sur l'EPR).

Une tribune récente de Laurence Rossignol, secrétaire nationale à l'Environnement explique cette diversité d'opinions en rappelant qu'à la différence d'Europe Écologie - Les Verts (EELV), « le PS n'est pas le prolongement des mouvements antinucléaires des années 70 ». Elle précise aussi qu'on ne peut comprendre cette diversité « si on ignore la spécificité de notre pays : en France, le nucléaire n'est pas qu'une source d'énergie, il est aussi un fleuron industriel, des technologies et des compétences. Penser notre avenir énergétique c'est aussi penser l'avenir de notre industrie nucléaire. »

En 2007, un consensus s'était dégagé pour avancer vers une évolution du mix énergétique, et la candidate Ségolène Royal avait signé le « pacte écologique » de Nicolas Hulot : « Je m'engage à augmenter la part des énergies renouvelables (avec un objectif de 20 % de la production primaire d'énergie en 2020), à réduire la dépendance aux énergies d'origine fossile et à ramener la part de l'électricité d'origine nucléaire à 50 % d'ici 2017. » Déclaration audacieuse (et sans doute peu réaliste), qui avait conduit certains élus et alliés du PS (comme Jean-Pierre Chevènement) à monter au créneau pour qu'elle revienne sur une position plus mesurée... ce qu'elle avait fait en faisant disparaître ces objectifs chiffrés de son programme.

L'accident de Fukushima, mais aussi la montée en puissance des Verts et l'évolution graduelle de l'opinion ont cependant contribué à faire mûrir la position du PS vers une position intermédiaire entre celle du consensus historique (aujourd'hui porté par la droite) et les positions plus radicales défendues par les partisans de l'écologie politique. Benoît Hamon, porte-parole du Parti, précisait ainsi récemment que « nous devons avoir d'ici vingt ou trente ans, un mix énergétique fondé sur la sobriété et les renouvelables, dans lequel la part du nucléaire a vocation à diminuer ».

La nébuleuse écologiste

Le monde écologiste était lui-même jusqu'à récemment traversé de vifs débats, entre une tendance historique pour laquelle la sortie du nucléaire est une question identitaire et en quelque sorte non-négociable, et une personnalité comme Nicolas Hulot, probable candidat du mouvement à la présidentielle.

Nicolas Hulot confiait récemment au magazine *Terra Eco* avoir toujours été « plus modéré que les antinucléaires primaires ». En précisant : « J'ai eu du mal et j'ai encore du mal à me faire un avis sur comment on va se passer du nucléaire sans amplifier immédiatement les émissions de gaz à effet de serre et sans se mettre dans un péril énergétique. »

Mais dès le lundi 13 mars, pour des raisons qui tiennent sans doute largement à des considérations politiques, il annonçait que la sortie du nucléaire était désormais « un objectif prioritaire ». Sa position se rapproche en fin de compte de celle des socialistes : intervenant lors d'une manifestation pour la fermeture de la centrale de Fessenheim le 25 avril 2011, il estime qu'il est possible de sortir du nucléaire en « quelques décennies », tout en mettant en garde

contre toute précipitation et en se réclamant du pragmatisme : « Il faut faire jaillir un mix énergétique digne de ce nom, orienter les investissements en terme de recherche et de développement des énergies renouvelables, favoriser l'efficacité énergétique ».

Cette position a pu apparaître comme dictée par les événements et teintée d'un certain opportunisme politique ; mais on peut aussi considérer qu'elle rend possible de réelles discussions avec un PS qui a de son côté évolué.

Reste la question des modalités de la discussion. Au « débat public » réclamé sans plus de précisions par les socialistes qui restent fondamentalement favorables au principe de la démocratie représentative – c'est-à-dire d'un débat parlementaire –, les écologistes préfèrent une formule plus participative. Daniel Cohn-Bendit prône ainsi « un grand débat d'un ou deux ans », Noël Mamère précise qu'il pourrait être mené par « un panel de citoyens formés à l'expertise » ; tous deux, avec la secrétaire générale d'EELV Cécile Duflot, souhaitent un référendum sur la sortie du nucléaire et ses modalités. Il est peu probable que les socialistes acceptent le principe d'un référendum, qui apparaît ici davantage comme une posture de campagne. Mais il n'en demeure pas moins qu'aussi bien sur les principes que sur les modalités, les positions se sont rapprochées.